

Rapport financier 2013

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Narcisse-de-Rimouski

Code géographique : 10015

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Gilles Lepage, atteste la véracité du rapport financier

de Saint-Narcisse-de-Rimouski pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.
(Nom de l'organisme)

Date 2014-06-10 Signature _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la
Municipalité de Saint-Narcisse-de-Rimouski

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Municipalité de Saint-Narcisse-de-Rimouski, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2013 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

Au 31 décembre 2013, la Municipalité de Saint-Narcisse-de-Rimouski a comptabilisé à l'état de la situation financière un montant de 338 784 \$ relativement à des subventions à recevoir du gouvernement du Québec concernant des immobilisations financées par emprunts, pour lesquelles le gouvernement ne dispose pas de crédits budgétaires votés par le Parlement. Cette situation constitue une dérogation aux recommandations du nouveau chapitre SP 3410, « Paiements de transfert », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, qui prévoit la comptabilisation des subventions uniquement lorsqu'elles sont autorisées par le cédant. À cet effet, l'article 1.1 de la Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts (RLRQ, chapitre S-37.01), entrée en vigueur le 14 juin 2013, énonce que la seule partie d'une subvention qui doit être comptabilisée est celle qui est exigible dans l'exercice en cours et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement. Les incidences de cette dérogation sur les états financiers n'ont pas été déterminées.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe de fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Saint-Narcisse-de-Rimouski au 31 décembre 2013 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Saint-Narcisse-de-Rimouski inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 16-1, 16-2 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Raymond Chabot Grant Thornton, S.E.N.C.R.L.
217 avenue Léonidas Sud, bureau 3A
Rimouski (Québec) G5L 2T5

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique n° A115974

DATE 2014-05-26

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013		Réalizations 2013		Total	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	1 046 713	1 046 699			1 046 699	1 022 780
Compensations tenant lieu de taxes	2	54 673	59 288			59 288	60 896
Quotes-parts	3						
Transferts	4	280 020	324 558			324 558	311 475
Services rendus	5	192 125	197 815			197 815	70 265
Imposition de droits	6	29 700	39 728			39 728	40 467
Amendes et pénalités	7	4 000	1 160			1 160	1 082
Intérêts	8	22 500	23 420			23 420	28 681
Autres revenus	9	15 700	91 344			91 344	2 584
	10	1 645 431	1 784 012			1 784 012	1 538 230
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	140 274	112 953			112 953	63 140
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	140 274	112 953			112 953	63 140
	18	1 785 705	1 896 965			1 896 965	1 601 370
Charges							
Administration générale	19	259 942	239 569	5 539		245 108	248 937
Sécurité publique	20	174 959	155 204	17 194		172 398	154 445
Transport	21	543 475	446 916	76 567		523 483	408 956
Hygiène du milieu	22	277 045	263 264	147 279		410 543	381 345
Santé et bien-être	23	7 301	7 301			7 301	5 981
Aménagement, urbanisme et développement	24	44 371	69 665	22		69 687	59 457
Loisirs et culture	25	152 273	158 511	24 308		182 819	162 439
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	77 272	63 931			63 931	57 330
Amortissement des immobilisations	28	263 628	270 909	(270 909)			
	29	1 800 266	1 675 270			1 675 270	1 478 890
Excédent (déficit) de l'exercice	30	(14 561)	221 695			221 695	122 480

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013		2012
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(14 561)	221 695	122 480
Moins: revenus d'investissement	2 (	140 274 ) (	112 953 ) (	63 140)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(154 835)	108 742	59 340
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	263 628	270 909	265 545
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	263 628	270 909	265 545
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		19 855	
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		19 855	
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	136 740 ) (	103 610 ) (	91 458)
	18	(136 740)	(103 610)	(91 458)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	48 125 ) (	73 130 ) (	30 050)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		16 735	63 537
Excédent de fonctionnement affecté	21	76 072	4 100	
Réserves financières et fonds réservés	22		(14 492)	(13 088)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	27 947	(66 787)	20 399
	26	154 835	120 367	194 486
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		229 109	253 826

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	140 274	112 953	63 140
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	5 000 ) (	91) ()
Sécurité publique	3 (	10 000 ) (	57 107 ) (	13 628)
Transport	4 (	119 500 ) (	48 540 ) (	260 554)
Hygiène du milieu	5 (	374 423 ) (	150 915 ) (	65 635)
Santé et bien-être	6 (	21 760) ())
Aménagement, urbanisme et développement	7 ()))
Loisirs et culture	8 (	11 025 ) (	14 060 ) (	5 644)
Réseau d'électricité	9 ()))
	10 (	541 708 ) (	270 713 ) (	345 461)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 (	)	4 671) ()
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 ()))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13	353 309	600 000	280 000
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	48 125	73 130	30 050
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15		149 400	7 464
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17			
	18	48 125	222 530	37 514
	19	(140 274)	547 146	(27 947)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20		660 099	35 193

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	424 417	408 700	376 398
Charges sociales	2	94 425	91 329	83 690
Biens et services	3	717 021	697 156	601 588
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	61 748	50 047	55 556
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	13 303	12 019	
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	2 221	1 865	1 774
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	107 052	103 352	94 339
Autres	10	7 245	7 590	
Autres organismes	11		19 945	
Amortissement des immobilisations	12	263 628	270 909	265 545
Autres				
-	13	109 206	12 358	
-	14			
-	15			
	16	1 800 266	1 675 270	1 478 890

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Revenus				
Taxes	1	1 046 713	1 046 699	1 022 780
Compensations tenant lieu de taxes	2	54 673	59 288	60 896
Quotes-parts	3			
Transferts	4	420 294	437 511	374 615
Services rendus	5	192 125	197 815	70 265
Imposition de droits	6	29 700	39 728	40 467
Amendes et pénalités	7	4 000	1 160	1 082
Intérêts	8	22 500	23 420	28 681
Autres revenus	9	15 700	91 344	2 584
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	1 785 705	1 896 965	1 601 370
Charges				
Administration générale	12	265 481	245 108	248 937
Sécurité publique	13	192 153	172 398	154 445
Transport	14	613 042	523 483	408 956
Hygiène du milieu	15	424 325	410 543	381 345
Santé et bien-être	16	7 301	7 301	5 981
Aménagement, urbanisme et développement	17	44 393	69 687	59 457
Loisirs et culture	18	176 299	182 819	162 439
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	77 272	63 931	57 330
	21	1 800 266	1 675 270	1 478 890
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(14 561)	221 695	122 480
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		6 714 392	6 591 912
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		6 714 392	6 591 912
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		6 936 087	6 714 392

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(14 561)	221 695	122 480
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	541 708 ) (	270 713 ) (	345 461)
Produit de cession	3			
Amortissement	4	263 628	270 909	265 545
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(278 080)	196	(79 916)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		15 185	
Variation des stocks de fournitures	9		(8 018)	(7 726)
Variation des autres actifs non financiers	10		(268)	880
	11		6 899	(6 846)
	12	(292 641)	228 790	35 718
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(292 641)	228 790	35 718
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(1 029 621)	(1 065 339)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16		(101)	
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(1 029 722)	(1 065 339)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(800 932)	(1 029 621)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	1 941 691	720 493
Placements temporaires	2	
Débiteurs (note 5)	3 565 524	602 079
Prêts (note 6)	4	
Placements à long terme (note 7)	5	
Participations dans des entreprises municipales	6	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	
Autres actifs financiers (note 9)	8	
	9 1 507 215	1 322 572
PASSIFS		
Découvert bancaire	10	
Emprunts temporaires (note 10)	11	400 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12 175 804	164 466
Revenus reportés (note 12)	13 175 820	293 100
Dette à long terme (note 13)	14 1 956 523	1 494 627
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	
	16 2 308 147	2 352 193
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17 (800 932)	(1 029 621)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 15)	18 7 667 371	7 667 466
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19 27 643	42 828
Stocks de fournitures	20 29 768	21 750
Autres actifs non financiers (note 17)	21 12 237	11 969
	22 7 737 019	7 744 013
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23 6 936 087	6 714 392

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	221 695	122 480
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	270 909	265 545
Autres			
- Ajustement	3	(101)	
-	4		
	5	492 503	388 025
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	36 555	(28 883)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	11 338	41 210
Revenus reportés	9	(117 280)	103 364
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	15 185	
Stocks de fournitures	12	(8 018)	(7 726)
Autres actifs non financiers	13	(268)	880
	14	430 015	496 870
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(270 713)	(345 461)
Produit de cession	16		
	17	(270 713)	(345 461)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22		
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	600 000	280 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(138 104)	(110 341)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(400 000)	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	61 896	169 659
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	221 198	321 068
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	720 493	399 425
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	941 691	720 493

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est constituée selon le Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 16-1 et 16-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 18.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

S.O.

B) Comptabilité d'exercice***Estimations comptables***

Pour dresser les états financiers, la direction de la municipalité doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des revenus

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes et paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les revenus de transferts sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible;

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Les amendes et les pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Les dons sont constatés dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

C) Actifs financiers

S.O.

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks de fournitures sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré premier sorti.

Immobilisations

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures	de 2,5 à 6,67 %
Bâtiments	2,5 %
Véhicules	de 5 % à 10 %
Machinerie, outillage et équipement	de 5 % à 10 %
Ameublement et équipement de bureau	de 10 % à 20 %

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

S.O.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments**PROPRIÉTÉS DESTINÉES À LA REVENTE**

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode du coût propre.

3. Modification de méthodes comptables**Paielements de transfert**

Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) a publié un nouveau chapitre relativement à la comptabilisation des paiements de transfert, qui s'applique à tous les gouvernements et aux organismes appliquant les Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Le 1er janvier 2013, la municipalité a adopté prospectivement les nouvelles recommandations du chapitre SP 3410, « Paiements de transfert », traitant de la comptabilisation des paiements de transfert. Le chapitre SP 3410 exige que les transferts soient comptabilisés comme charges et revenus, selon le cas, lorsque le transfert est autorisé et que tous les critères d'admissibilité sont respectés, sauf lorsque le transfert crée une obligation répondant à la définition d'un passif pour le bénéficiaire.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les résultats et la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2013 et pour l'exercice terminé à cette date.

Recettes fiscales

Le CCSP a publié un nouveau chapitre relativement à la comptabilisation des recettes fiscales, qui s'applique à tous les gouvernements et aux organismes appliquant les Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ainsi, le 1er janvier 2013, la municipalité a adopté prospectivement les nouvelles recommandations du chapitre SP 3510, « Recettes fiscales », traitant de la comptabilisation des recettes fiscales. Le chapitre SP 3510 exige que les recettes fiscales soient comptabilisées à titre de revenus lorsqu'elles répondent à la définition d'un actif, qu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les résultats et la situation financière de la municipalité.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
<hr/>			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	96 610	91 312
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		4 456
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	441 902	463 350
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	15 055	23 241
Organismes municipaux	8	2 515	1 822
Autres			
- Droits de mutation et autres	9	9 442	17 898
-	10		
	11	565 524	602 079
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	338 784	201 742
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	338 784	201 742
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs			
	16		
Note			
<hr/>			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
<hr/>			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 (_____)	(_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30 12 529	11 101
Autres régimes (REER et autres)	31 12 529	11 101
Régimes de retraite des élus municipaux	32	
	33	
	<u>25 058</u>	<u>22 202</u>
Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.		
9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	
Note		
10. Emprunts temporaires		
11. Crédoeurs et charges à payer		
Fournisseurs	37 78 262	74 860
Salaires et avantages sociaux	38 55 839	50 291
Dépôts et retenues de garantie	39	8 574
Provision pour contestations d'évaluation	40	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	
Autres		
- Comptes à payer aux org. mun.	42 27 424	16 187
- Intérêts courus	43 13 601	13 872
- Autres	44 678	682
-	45	
-	46	
	47	
	<u>175 804</u>	<u>164 466</u>
Note		
12. Revenus reportés		
Taxes perçues d'avance	48	
Transferts	49 175 820	293 100
Autres		
-	50	
-	51	
	52	
	<u>175 820</u>	<u>293 100</u>
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

						2013	2012
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>	<u>Échéance</u>				
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	3,00	5,44	2015	2028	53	1 874 500	1 400 200
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	4,57	4,57	2021	2021	57	82 023	94 427
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60		
					61	1 956 523	1 494 627
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	()	()
					63	1 956 523	1 494 627

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>			<u>Total 2013</u>	
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>			
2014	64	72	172 580	80	89	97	172 580
2015	65	73	177 992	81	90	98	177 992
2016	66	74	155 461	82	91	99	155 461
2017	67	75	160 563	83	92	100	160 563
2018	68	76	166 021	84	93	101	166 021
2019 et +	69	77	1 123 906	85	94	102	1 123 906
	70	78	1 956 523	86	95	103	1 956 523
Intérêts et frais accessoires			87	()		104	()
	71	79	1 956 523	88	96	105	1 956 523

Note

	2013	2012
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
Municipalité	106	
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	
Autres	108	
	109	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

15. Immobilisations		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	1 326 836	138		165		192	1 326 836
Eaux usées	111	4 353 393	139		166		193	4 353 393
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	2 370 712	140	28 061	167	(101)	194	2 398 874
Autres	113	393 602	141		168		195	393 602
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	1 058 951	143		170	(71 489)	197	1 130 440
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117	274 210	145	19 245	172	(626 939)	199	920 394
Ameublement et équipement de bureau	118	137 837	146	102	173		200	137 939
Machinerie, outillage et équipement divers	119	319 203	147	45 282	174		201	364 485
Terrains	120	6 637	148	16 305	175		202	22 942
Autres	121		149		176		203	
	122	<u>10 241 381</u>	150	<u>108 995</u>	177	<u>(698 529)</u>	204	<u>11 048 905</u>
Immobilisations en cours	123	<u>1 131 363</u>	151	<u>161 718</u>	178	<u>698 428</u>	205	<u>594 653</u>
	124	<u>11 372 744</u>	152	<u>270 713</u>	179	<u>(101)</u>	206	<u>11 643 558</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	339 286	153	33 171	180		207	372 457
Eaux usées	126	1 580 752	154	108 835	181		208	1 689 587
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	813 695	155	57 160	182		209	870 855
Autres	128	247 082	156	12 542	183		210	259 624
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	317 581	158	26 320	185		212	343 901
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	134 411	160	11 562	187		214	145 973
Ameublement et équipement de bureau	133	130 127	161	3 259	188		215	133 386
Machinerie, outillage et équipement divers	134	142 344	162	18 060	189		216	160 404
Autres	135		163		190		217	
	136	<u>3 705 278</u>	164	<u>270 909</u>	191		218	<u>3 976 187</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>7 667 466</u>					219	<u>7 667 371</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222	<u>_____</u>					229	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230	22 685	37 870
Immeubles industriels municipaux	231	4 958	4 958
Autres	232		
	233	27 643	42 828
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	27 643	42 828

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	236	12 237	11 969
Frais reportés			
-	237		
-	238		
	239	12 237	11 969

Note**18. Obligations contractuelles**

La municipalité s'est engagée, en vertu de contrats échéant en 2014 et 2015 à verser la somme de 31 920 \$ avant taxes pour l'entretien d'hiver du 5e Rang et de la patinoire extérieure, pour l'entente sur le développement durable avec la SADC de la Neigette inc., de même que pour les services de deux contractuels relativement au local des sports et loisirs et de la Politique familiale municipale de même que la démarche municipalité Amie des aînés. Les paiements minimums exigibles au cours des deux prochains exercices s'élèvent à 29 610 \$ en 2014 et 2 310 \$ en 2015.

L'Office municipal d'habitation de la municipalité, la municipalité et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90% au déficit d'exploitation et la municipalité subventionne le solde du déficit.

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

La municipalité garantit un emprunt hypothécaire de la Corporation de promotion industrielle de Saint-Narcisse-de-Rimouski d'un montant de 134 939 \$ au 31 décembre 2013. La direction est d'avis qu'il n'est pas probable que cette garantie soit exercée et, par conséquent, aucun passif n'a été constaté à cet égard dans les états financiers.

b) Auto-assurance

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

21. Données budgétaires

États financiers non consolidés

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

22. Instruments financiers

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 470 993	501 812
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 372 322	268 137
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 () ()	()
Financement des investissements en cours	4 15 597	(472 966)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 6 077 175	6 417 409
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 6 936 087	6 714 392

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

- Sports et loisirs	8 4 221	13 040
- Aqueduc / égoûts domestiques	9 101 268	82 394
- Boues installations septiques	10 2 140	5 098
- Projet CMLC	11 58 596	
- Réseau routier	12 24 000	
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
	17 190 225	100 532

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

-	18	
-	19	
-	20	
	21	

Réserves financières

-	22	
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27	

Fonds réservés

Fonds de roulement	28	
Fonds parcs et terrains de jeux	29	
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30 55 483	39 858
Société québécoise d'assainissement des eaux	31	1 133
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32 34 954	34 954
Financement des activités de fonctionnement	33	
Autres		
- Aqueduc et égoût	34 91 660	91 660
-	35	
-	36	
-	37	
	38 182 097	167 605
	39 372 322	268 137

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	41 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	()
Régimes non capitalisés	43 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	()
Autres	45 () ()	()
Régimes non capitalisés	46 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()	()
Autres		
-	48 () ()	()
-	49 () ()	()
	50 () ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement	51 () ()	()
	52 () ()	()
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	53 15 597	14 154
Investissements à financer	54 () ()	487 120)
	55 15 597	(472 966)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	56 7 667 371	7 667 466
Propriétés destinées à la revente	57 27 643	42 828
Prêts	58	
Placements à titre d'investissement	59	
Participations dans des entreprises municipales	60	
	61 7 695 014	7 710 294
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	62 1 956 523	1 494 627
Frais reportés liés à la dette à long terme	63	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	64 (338 784) ()	201 742)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	65 () ()	()
	66 1 617 739	1 292 885
Dette en cours de refinancement et autres éléments	67 100	
	68 1 617 839	1 292 885
	69 6 077 175	6 417 409

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u> </u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u> </u>	<u> </u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u> </u>	<u> </u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u> </u>	<u> </u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 <u> </u>	<u> </u>
Rendement espéré des actifs	34 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u> </u>	<u> </u>
Charge de l'exercice	36 <u> </u>	<u> </u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 _____	55 _____	56 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2013	2012
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice	58 (_____)	(_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 _____	
Passif à la fin de l'exercice	60 (_____)	(_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (_____)	(_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 _____	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (_____)	(_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
	<u>_____</u>	<u>_____</u>	
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 1

Description des régimes et autres renseignements

Régime de retraite des employés municipaux du Québec (RREM-Q).
Régime à cotisations déterminées 5,0 %/employés et 5,0 %/employeur.

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89 <u>12 529</u>	<u>11 101</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

La municipalité verse un montant correspondant à un maximum de 5 % du salaire des employés participant au REER collectif.

	2013	2012
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91 <u>12 529</u>	<u>11 101</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
93 Non

	2013	2012
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice	94 <u> </u>	<u> </u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2013	2012
Cotisations des élus au RREM	95 <u> </u>	<u> </u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	96 <u> </u>	<u> </u>
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	97 <u> </u>	<u> </u>
	98 <u> </u>	<u> </u>

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	1 956 523
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	34 954
Débiteurs	8	338 784
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	1 582 785
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés		
Endettement net à long terme	15	
Endettement net à long terme	16	1 582 785
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	1 582 785
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	1 582 785
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

TAXES		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	750 374	756 836	712 633
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8		191	170
	9	750 374	757 027	712 803
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	73 352	71 371	77 022
Égout	11	85 878	83 555	87 436
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	108 872	106 402	117 189
Autres				
-Boues installations septiques	14	28 237	28 344	28 330
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18			
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	296 339	289 672	309 977
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	296 339	289 672	309 977
	26	1 046 713	1 046 699	1 022 780

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27 4 320	4 619	3 637
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28 896	896	946
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30 38 173	38 173	38 173
	31 43 389	43 688	42 756
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34 11 284	15 600	18 140
	35 11 284	15 600	18 140
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40 54 673	59 288	60 896
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51 54 673	59 288	60 896

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54		8 219	
Sécurité civile	55			
Autres	56	2 000		1 994
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	82 472	106 472	82 472
Enlèvement de la neige	58	53 195	53 195	53 195
Autres	59	35 953		
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68	3 169		
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70	7 394	6 402	7 526
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	7 712	62 291	49 118
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	6 250		
Tri et conditionnement	73	650		
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			2 563
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	2 000		479
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	125		125
Autres	88		6 866	1 779
Réseau d'électricité	89			
	90	200 920	243 445	199 251

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	40 046	
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	131 274	72 907
Réseau de distribution de l'eau potable	107		63 140
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120	9 000	
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	140 274	112 953
			63 140

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131	6 700	6 723	34 427
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	135	72 400	74 390	77 797
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138	79 100	81 113	112 224
TOTAL DES TRANSFERTS	139	420 294	437 511	374 615

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150	167 900	171 881
Autres	151		
Transport collectif	152	405	90
Autres	153		
	154	167 900	172 286
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159	453	453
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167	453	453
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité	180		
	181	168 353	172 739
			51 348

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	1 250	159	380
Sécurité publique	183	100		
Transport				
Réseau routier	184			238
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	5 000	7 510	4 497
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	1 733	333	333
Loisirs et culture	193	15 689	17 074	13 469
Réseau d'électricité	194			
	195	23 772	25 076	18 917
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	192 125	197 815	70 265
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	6 200	4 515	3 855
Droits de mutation immobilière	198	23 500	19 588	23 754
Droits sur les carrières et sablières	199		15 625	12 858
Autres	200			
	201	29 700	39 728	40 467
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	4 000	1 160	1 082
INTÉRÊTS	203	22 500	23 420	28 681
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205	12 500	20 069	
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres	210	3 200	71 275	2 584
	211	15 700	91 344	2 584

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalizations 2013		Total	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	39 231	33 045		33 045	32 168
Application de la loi	2	2 800	2 280		2 280	2 415
Gestion financière et administrative	3	161 548	160 300		160 300	156 567
Greffe	4	10 969	700		700	1 726
Évaluation	5	24 511	21 841		21 841	27 640
Gestion du personnel	6					
Autres	7	20 883	21 403	5 539	26 942	28 421
	8	259 942	239 569	5 539	245 108	248 937
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	70 024	69 603		69 603	56 382
Sécurité incendie	10	104 195	85 032	17 194	102 226	97 761
Sécurité civile	11					
Autres	12	740	569		569	302
	13	174 959	155 204	17 194	172 398	154 445
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	157 195	130 182	61 070	191 252	186 047
Enlèvement de la neige	15	334 011	258 020		258 020	166 362
Éclairage des rues	16	9 000	8 410		8 410	7 718
Circulation et stationnement	17	2 000	4 768		4 768	1 279
Transport collectif						
Transport en commun	18	5 594	5 835		5 835	1 086
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	35 675	39 701	15 497	55 198	46 464
	22	543 475	446 916	76 567	523 483	408 956

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

	<u>Budget 2013</u>		<u>Réalisations 2013</u>		<u>Total</u>	<u>Réalisations 2012</u>
	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	55 639	50 339	16 310	66 649	59 818
Réseau de distribution de l'eau potable	24	8 766	4 038	17 493	21 531	21 766
Traitement des eaux usées	25	55 077	51 687	73 525	125 212	120 179
Réseaux d'égout	26	7 094	3 410	35 750	39 160	38 411
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	45 308	42 342	1 516	43 858	40 572
Élimination	28	46 580	48 121	160	48 281	44 517
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	23 731	23 293	2 525	25 818	24 018
Tri et conditionnement	30	6 350	4 479		4 479	4 875
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36	28 500	35 555		35 555	27 189
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	277 045	263 264	147 279	410 543	381 345
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	7 301	7 301		7 301	5 981
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	7 301	7 301		7 301	5 981
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	21 419	21 024	22	21 046	18 592
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	12 188	12 828		12 828	13 750
Tourisme	49					
Autres	50	7 988	13 578		13 578	7 488
Autres	51	2 776	22 235		22 235	19 627
	52	44 371	69 665	22	69 687	59 457

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2012	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	38 320	44 664	7 413	52 077	59 875
Patinoires intérieures et extérieures	54	23 724	20 384		20 384	17 518
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56	17 050	18 222	8 213	26 435	15 909
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	52 601	51 128	4 847	55 975	50 540
	60	131 695	134 398	20 473	154 871	143 842
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	19 578	17 142	3 835	20 977	16 819
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	1 000	6 971		6 971	1 778
	66	20 578	24 113	3 835	27 948	18 597
	67	152 273	158 511	24 308	182 819	162 439
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	75 051	62 066		62 066	55 556
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	2 221	1 865		1 865	1 774
	73	77 272	63 931		63 931	57 330
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
74	263 628	270 909	(270 909)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'immobilisations en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2015	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil municipal de la
Municipalité de Saint-Narcisse-de-Rimouski

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la Municipalité de Saint-Narcisse-de-Rimouski (ci-après la «municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'un taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été établi afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

Raymond Chabot Grant Thornton, S.E.N.C.R.L.
217 avenue Léonidas Sud, bureau 3A
Rimouski (Québec) G5L 2T5

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique n° A115974

DATE 2014-05-26

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		1 046 699
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		<hr/>
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<hr/>	10 <hr/>
Revenus de taxes	11		<hr/> 1 046 699

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	1 046 699
Ajouter		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	
Total partiel	4	1 046 699
Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	10
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11	1 046 699

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2013 ²	1	<u>80 494 800</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2013 ²	2	<u>81 368 200</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>80 931 500</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>1 046 699</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>80 931 500</u>
Taux global de taxation réel de 2013	6	| 1 | , | 2 | 9 | 3 | 3 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2013 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2013 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	97 000	45 507	
Usines de traitement de l'eau potable	2	214 823	72 908	14 024
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	60 000	4 914	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	115 000	25 573	49 117
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	2 000	2 495	5 918
Aires de stationnement	9	5 525		
Parcs et terrains de jeux	10		6 297	
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13		42 151	
Édifices communautaires et récréatifs	14	3 300		
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		19 246	244 807
Ameublement et équipement de bureau	18	7 200	2 194	
Machinerie, outillage et équipement divers	19	15 100	33 123	31 595
Terrains	20		16 305	
Autres	21	21 760		
	22	541 708	270 713	345 461

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		40 045	
Usines de traitement de l'eau potable	24		72 908	
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27		31 870	49 117
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28		5 462	
Usines de traitement de l'eau potable	29			14 024
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		4 914	
Autres infrastructures	32		2 495	5 918
Autres immobilisations	33		113 019	276 402
	34		270 713	345 461

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	1 400 200	600 000	125 700	1 874 500
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	94 427		12 404	82 023
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	1 494 627	600 000	138 104	1 956 523
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	36 087		1 133	34 954
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	362 211		47 507	314 704
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	894 587	428 464	54 970	1 268 081
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	1 292 885	428 464	103 610	1 617 739
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	201 742	171 536	34 494	338 784
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	201 742	171 536	34 494	338 784
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	201 742	171 536	34 494	338 784
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	201 742	171 536	34 494	338 784
	26	1 494 627	600 000	138 104	1 956 523
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
	28	1 494 627	600 000	138 104	1 956 523

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	24 511	21 841	27 640
Autres	3	14 388	14 388	14 682
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	44 294	45 365	34 014
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	5 594	5 430	1 086
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	1 000	313	324
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	15 926	14 676	15 263
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	1 339	1 339	1 330
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	107 052	103 352	94 339

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	2,00	40,00	***	***	***
Professionnels	2			***	***	***
Cols blancs	3	2,56	35,00	***	***	***
Cols bleus	4	3,01	40,00	***	***	***
Policiers	5			***	***	***
Pompiers	6	0,06	2,50	***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7			***	***	***
	8	7,63		***	***	***
Élus	9	7,00		22 346	932	23 278
	10	14,63		***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12		21 333	51 574	72 907
Réseau de distribution de l'eau potable	13				
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15	6 402			6 402
Autres	16	329 873		28 329	358 202
	17	336 275	21 333	79 903	437 511

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Administration générale													
Application de la loi	1	2 280	27		53	2 280	79		105	2 280	131		
Évaluation	2	21 841	28		54	21 841	80		106	21 841	132		
Autres	3	215 448	29	5 539	55	220 987	81	159	107	220 828	133	1 865	
	4	239 569	30	5 539	56	245 108	82	159	108	244 949	134	1 865	
Sécurité publique													
Police	5	69 603	31		57	69 603	83		109	69 603	135		
Sécurité incendie	6	85 032	32	17 194	58	102 226	84		110	102 226	136	5 308	
Sécurité civile	7		33		59		85		111		137		
Autres	8	569	34		60	569	86		112	569	138		
	9	155 204	35	17 194	61	172 398	87		113	172 398	139	5 308	
Transport													
Réseau routier													
Voirie municipale	10	130 182	36	61 070	62	191 252	88		114	191 252	140	27 636	
Enlèvement de la neige	11	258 020	37		63	258 020	89	171 881	115	86 139	141	10 193	
Autres	12	13 178	38		64	13 178	90		116	13 178	142		
Transport collectif	13	5 835	39		65	5 835	91	405	117	5 430	143		
Autres	14	39 701	40	15 497	66	55 198	92		118	55 198	144		
	15	446 916	41	76 567	67	523 483	93	172 286	119	351 197	145	37 829	
Hygiène du milieu													
Eau et égout													
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	50 339	42	16 310	68	66 649	94		120	66 649	146	898	
Réseau de distribution de l'eau potable	17	4 038	43	17 493	69	21 531	95		121	21 531	147	1 562	
Traitement des eaux usées	18	51 687	44	73 525	70	125 212	96		122	125 212	148	4 706	
Réseaux d'égout	19	3 410	45	35 750	71	39 160	97		123	39 160	149	9 690	
Matières résiduelles													
Déchets domestiques et assimilés	20	90 463	46	1 676	72	92 139	98	7 963	124	84 176	150		
Matières recyclables	21	27 772	47	2 525	73	30 297	99		125	30 297	151		
Autres	22	35 555	48		74	35 555	100		126	35 555	152		
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153		
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128		154		
Autres	25		51		77		103		129		155		
	26	263 264	52	147 279	78	410 543	104	7 963	130	402 580	156	16 856	

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Santé et bien-être												
Logement social	157	7 301	172		187	7 301	202		217	7 301	232	
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159		174		189		204		219		234	
	160	7 301	175		190	7 301	205		220	7 301	235	
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	21 024	176	22	191	21 046	206		221	21 046	236	
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222		237	
Promotion et développement économique	163	26 406	178		193	26 406	208	333	223	26 073	238	
Autres	164	22 235	179		194	22 235	209		224	22 235	239	
	165	69 665	180	22	195	69 687	210	333	225	69 354	240	
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	134 398	181	20 473	196	154 871	211	17 074	226	137 797	241	2 073
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	17 142	182	3 835	197	20 977	212		227	20 977	242	
Autres	168	6 971	183		198	6 971	213		228	6 971	243	
	169	158 511	184	24 308	199	182 819	214	17 074	229	165 745	244	2 073
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245	
	171	1 340 430	186	270 909	201	1 611 339	216	197 815	231	1 413 524	246	63 931

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****Non audité**

		2013	2012
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	270 713	345 461
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	270 713	345 461

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	501 812	357 973
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	501 812	357 973
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	229 109	253 826
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(16 735)	(63 537)
Activités d'investissement	6	(149 400)	(7 464)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(93 793)	(38 986)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(30 819)	143 839
Solde à la fin de l'exercice	12	470 993	501 812
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	100 532	61 546
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	100 532	61 546
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(4 100)	
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	93 793	38 986
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	89 693	38 986
Solde à la fin de l'exercice	22	190 225	100 532
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	167 605	154 517
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	167 605	154 517
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	14 492	13 088
Activités d'investissement	27		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	14 492	13 088
Solde à la fin de l'exercice	31	182 097	167 605

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	2013	2012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Autres	39 ()	()
	40 ()	()
	41 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement	42 ()	()
	43 ()	()
Diminution de l'exercice		
Affectations aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	44	
	45	
	46	
Solde à la fin de l'exercice	47 ()	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	48 (472 966)	(508 159)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	49 (171 536)	
Solde redressé au début de l'exercice	50 (644 502)	(508 159)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	51 660 099	35 193
Affectations et virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
	52	
Excédent de fonctionnement affecté		
	53	
Réserves financières et fonds réservés		
	54	
	55 660 099	35 193
Solde à la fin de l'exercice	56 15 597	(472 966)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	57 6 417 409	6 526 035
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	58	
Solde redressé au début de l'exercice	59 6 417 409	6 526 035
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
	60	
Excédent de fonctionnement affecté		
	61	
Variation résiduelle de l'exercice	62 (340 234)	(108 626)
Solde à la fin de l'exercice	63 6 077 175	6 417 409

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u> </u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u> </u> 2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u> </u> 3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u> </u> 4	<u> </u>
	5	<u> </u>
Diminution	<u> </u> 6	<u> </u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u> </u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 34 647	2	3	4	5	6	7 34 647
Montant réservé pour le service de la dette	8 307	9	10	11	12	13	14 307
	15 34 954	16	17	18	19	20	21 34 954

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	2013		2012
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	[0] , [9 | 4 | 0 | 0] \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles industriels	5	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	[1] , [1 | 4 | 0 | 0] \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles industriels	12	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles industriels	19	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles industriels	26	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	|3| |4| |6| , |0| |0|	\$
Égout	2	|4| |0| |7| , |0| |0|	\$
Eau et égout	3	| | | | , | | |	\$
Traitement des eaux usées	4	| | | | , | | |	\$
Matières résiduelles	5	|1| |8| |1| , |0| |0|	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Eau/Commerce	346,0000	4	
Eau/Hôtel	692,0000	4	
Eau/Terrain vague desservi	173,0000	4	
Égout domestique/Commerce	407,0000	4	
Égout domestique/Hôtel	814,0000	4	
Égout domestique/Terrain vague desservi	203,5000	4	
Matières résiduelles/Commerce	181,0000	4	
Matières résiduelles/Hôtel	362,0000	4	
Matières résiduelles/Chalet	90,5000	4	
Gest. boues instal. septique/Résidence	75,0000	4	
Gest. boues instal. septique/Chalet	37,5000	4	
Gest. boues instal. septique/Autres	75,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Est-ce que la municipalité applique les normes sur les instruments financiers applicables au secteur public?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2013	9	1 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2013 des engagements en vertu du règlement concerné	10	40 676 \$	
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	\$	
b) autres formes d'aide	14	\$	
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2013 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	37 796 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	\$	
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	450	22 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 7, rue du Pavillon
(no) (rue)
Saint-Narcisse-de-Rimouski G0K 1S0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 735-2638
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 735-6021
(ind. rég.) (numéro)

Courriel informations@saintnarcisse.net

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Gilles Lepage

Téléphone (418) 735-2638
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 735-6021
(ind. rég.) (numéro)

Courriel gilles.lepage@saintnarcisse.net

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thornton

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 217, avenue Léonidas Sud, bureau 3A
(no) (rue)
Rimouski G5L 2T5
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 722-4611
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 722-4004
(ind. rég.) (numéro)

Courriel cavanagh.michel@rcgt.com

Responsable du dossier Michel Cavanagh, CPA, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)
 _____ _____
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2015

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2013

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Gilles Lepage , atteste que le rapport financier de Saint-Narcisse-de-Rimouski pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2014-06-02 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Narcisse-de-Rimouski consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saint-Narcisse-de-Rimouski détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 221 695 \$

Le taux global de taxation réel de 2013 à la page S34 ligne 6 est de 1,2933 \$

Date et heure de la dernière modification : 2014-07-14 14:25:27

Date de transmission au Ministère : 2014/07/21

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2013

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier.

Nom : Saint-Narcisse-de-Rimouski

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	1 645 431	1 784 012	1 538 230
Investissement	2	140 274	112 953	63 140
	3	1 785 705	1 896 965	1 601 370
Charges				
	4	1 800 266	1 675 270	1 478 890
Excédent (déficit) de l'exercice				
	5	(14 561)	221 695	122 480
Moins : revenus d'investissement	6	(140 274)	(112 953)	(63 140)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	(154 835)	108 742	59 340
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	263 628	270 909	265 545
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10	(136 740)	(103 610)	(91 458)
Affectations				
Activités d'investissement	11	(48 125)	(73 130)	(30 050)
Excédent (déficit) accumulé	12	76 072	6 343	50 449
Autres éléments de conciliation	13		19 855	
	14	154 835	120 367	194 486
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		229 109	253 826

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Actifs financiers			
Débiteurs	1	565 524	602 079
Autres	2	941 691	720 493
	3	1 507 215	1 322 572
Passifs			
Dette à long terme	4	1 956 523	1 494 627
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	351 624	857 566
	7	2 308 147	2 352 193
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(800 932)	(1 029 621)
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	7 667 371	7 667 466
Autres	10	69 648	76 547
	11	7 737 019	7 744 013
Excédent (déficit) accumulé	12	6 936 087	6 714 392

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	470 993	501 812
Excédent de fonctionnement affecté			
- Sports et loisirs	14	4 221	13 040
- Aqueduc / égoûts domestiques	15	101 268	82 394
- Boues installations septiques	16	2 140	5 098
- Projet CMLC	17	58 596	
- Réseau routier	18	24 000	
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
	23	190 225	100 532
Réserves financières	24		
Fonds réservés	25	182 097	167 605
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26 () ()
Financement des investissements en cours	27	15 597	(472 966)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	6 077 175	6 417 409
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	6 936 087	6 714 392

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	1 046 713	1 046 699	1 022 780
Compensations tenant lieu de taxes	2	54 673	59 288	60 896
Quotes-parts	3			
Transferts	4	280 020	324 558	311 475
Services rendus	5	192 125	197 815	70 265
Autres	6	71 900	155 652	72 814
	7	1 645 431	1 784 012	1 538 230
Investissement				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10	140 274	112 953	63 140
Autres	11			
	12	140 274	112 953	63 140
	13	1 785 705	1 896 965	1 601 370

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale					
Évaluation	1	24 511	21 841		27 640
Autres	2	235 431	217 728	5 539	221 297
Sécurité publique					
Police	3	70 024	69 603		56 382
Sécurité incendie	4	104 195	85 032	17 194	97 761
Autres	5	740	569		302
Transport					
Réseau routier	6	502 206	401 380	61 070	361 406
Transport collectif	7	5 594	5 835		1 086
Autres	8	35 675	39 701	15 497	46 464
Hygiène du milieu					
Eau et égout	9	126 576	109 474	143 078	240 174
Matières résiduelles	10	150 469	153 790	4 201	141 171
Autres	11				
Santé et bien-être	12	7 301	7 301		5 981
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	13	21 419	21 024	22	18 592
Promotion et développement économique	14	20 176	26 406		21 238
Autres	15	2 776	22 235		19 627
Loisirs et culture	16	152 273	158 511	24 308	162 439
Réseau d'électricité	17				
Frais de financement	18	77 272	63 931		57 330
Amortissement des immobilisations	19	263 628	270 909	(270 909)	
	20	1 800 266	1 675 270		1 478 890

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3